

• **Novembre 2020 • Numéro 179** •

La Grande Panade

**Edito : Le livre n’est pas essentiel**

*Par Jean-Luc Gonneau illustration glanée sur le net par Loulou*

*«Ils» ne l’ont pas dit, ni écrit. Mais «ils» l’ont décidé. Qui «ils» ? Vous l’avez deviné : le président Macron, son majordome Castex, bergers de leur troupeau gouvernemental. Dans lequel la ministre de la culture regrette bien sûr que les librairies soient confinées, prétend avoir plaidé pour le maintien de leur activité, mais, bien évidemment «assume», donc reste en place. Précisons qu’en langue macron, j’assume signifie : je ne fiche de ce que vous pensez. Et ajoutons que la ministre estime «d’une certaine façon» logique ces fermetures puisque, dans les librairies, «on flâne, on feuillette les livres». Ce que bien entendu personne ne fait en parcourant les rayons des grandes surfaces : on n’y flâne pas, on ne tâte pas les fruits et légumes, on ne lit pas les notices des produits. Stop, Roselyne, avec tes arguments à deux balles. Avec vraiment mauvais esprit, un internaute se demandait si, tous les établissements culturels étant fermés, le poste de ministre de la culture ne devenait pas un emploi fictif. Mauvais esprit car il n’est pas interdit de se demander s’il ne l’est pas depuis longtemps (ah, ce Sarkozy qui aimait tant La princesse de Clèves, dont on peut douter qu’il l’ait lu ; ce Hollande qui se vanta jadis de ne pas lire de romans), tant la culture est devenue la dernière roue du carrosse de nos gouvernants, plus titillés par les power points.*

*Les librairies et les bibliothèques sont donc fermées. Il semblerait donc qu’elles constituent un lieu majeur de contamination, où des foules avides se pressent en jouant des coudes, bave aux lèvres, tandis que d’autres, massés sur les trottoirs entretiennent de furieuses disputes entre partisans de Patrick Modiano et JMG Le Clézio, susceptibles, qui sait, de dériver en violences entraînant alors l’intervention de notre comme chacun sait si paisible et retenue police de «leur» république. Soyons justes et ne nous confinons pas au seul champ culturel : le même risque existe, par exemple, pour les coiffeurs, autres innocentes victimes du confinement, où les crêpages de chignons sont inhérents à la profession et où les relations haineuses entre partisans et adversaires de la laque et de la lotion sont légendaires. Ajoutons, concernant les coiffeurs, le risque politique du retour de l’idéologie 1968 avec ses cheveux longs, conséquence naturelle de la confiscation des ciseaux, et pire cauchemar de la droite, qui constitue le terreau de «leur» gouvernement.*

*Mais revenons au livre. Lors d’un entretien télévisé, l’écrivain Serge Joncour, récent lauréat du prix Fémina, trouvait étonnant que le livre soit privé de diffusion alors que le rouge à lèvres ne l’était pas. Promptement, le défenseur de service de «leur» république, Patrick Cohen en l’occurrence, fit valoir que, la veille, le gouvernement, sans doute préoccupé en urgence de cette anomalie, avait ajouté les produits de maquillage à la liste des produits «non essentiels». Presque aussi promptement, nous nous précipitâmes le lendemain dès potron minet au plus proche Monoprix, afin de constater si, un, le papier toilette demeurait essentiel (réponse oui) et, deux, si le rouge à lèvres ne l’était plus (réponse non). Dix jours plus tard, le rouge à lèvres est toujours accessible, le livre, non. Joncour 1, Cohen 0.*

*Le livre pas «essentiel» ? Pas le temps ici de rouvrir le débat pour savoir si l’essence prime ou pas l’existence. Mais la phrase de Péguy, pour qui «le pain et le livre» étaient les seuls biens essentiels nous convient assez bien. Il est vrai que, du temps de Péguy, les GAFA n’existaient pas, ni leurs systèmes d’espionnage généralisé du plus intime de nos vies, ni les tablettes et autres ebooks qui, eux, ne sont pas confinés, ni l’empire Amazon, qui déversent les livres et autres produits à foison, menaçant de mort la librairie indépendante et d’autres commerces de proximité, tout en acquittant une fiscalité plus que «friendly», quelles que soient les rodomontades périodiques et jamais suivies d’effet du ministre Lemaire.*

*Oui, le livre est essentiel. Comme le sont le cinéma et le spectacle vivant, qui, l’un et l’autre avaient mis au point, et appliqué, des procédures de barrière face à la pandémie approuvées par les pouvoirs publics. Il en va aussi de même, quant aux procédures, pour la restauration. Sans doute, il y eut des abus, qui doivent être sanctionnés. Toute la population doit-elle en subir la conséquence ? Cela signifierait que l’Etat serait incapable de faire respecter ses propres initiatives ?*

*La justification donnée par le majordome Castex de la fermeture des commerces de proximité serait qu’il convient de limiter le baguenaudage de la population. Malgré le télétravail qui ne peut toucher qu’une petite partie des salariés, la grande majorité de celles et ceux doté.es d’un emploi se déplacent et de plus «baguenaudent» pour faire leurs courses «essentielles». Nos écoliers, collégiens, lycéens vont et viennent entre domiciles et établissements scolaires. Beaucoup de nos plus anciens, hélas, n’ont plus l’énergie pour baguenauder davantage que l’heure qui leur est assignée, et moins encore pour se ruer au cinéma, au théâtre ou au concert. Au bas mot, c’est probablement au moins 80% de la population qui se déplace quotidiennement, appliquant en grande majorité les gestes barrières. Cela justifie-t-il un confinement aussi rigoureux ? Nous en doutons fortement. Cela est-il un avatar du «surveiller et punir» si finement analysé par Michel Foucault ? Ça en a l’air.*

*A ce jour, la politique de «leur» gouvernement, a produit un bilan général peu reluisant quant à ses résultats dans la lutte contre la pandémie si on la compare aux autres nations à peu près comparables, très en dessous de la moyenne sauf pour ce qui concerne l’hôpital public, celui-là même que «leur» gouvernement (et, soyons, comme à notre habitude, impartiaux, les précédents aussi) n’a cessé d’affaiblir, et continue de le faire puisque des suppressions de lits sont en cours et d’autres programmées. Le majordome Castex a une fois de plus «tenu» à rendre hommage à ses personnels. Il oublie que toute peine mérite salaire et que ses hommages risquent fort d’être perçus par les récipiendaires comme autant de coups de pieds au séant (notez l’effort de politesse et de contention de la colère, qui, c’est bien connu, est mauvaise conseillère ; ce qui n’est pas le cas du dégoût).*

*Dans le domaine de la culture, on s’approche d’une tentative d’assassinat. Nos constations depuis longtemps la dégénérescence culturelle de nos prétendues «élites» politiques. La «start up nation» lève le voile, et le spectacle est hideux.*

****

## Au sommaire de ce numéro

**Enseigner.** Enseignant lui-même, **Yann Fiévet** rend hommage à son collègue Samuel Paty, lâchement assassiné par un terroriste. Au-delà, il interroge l’institution de l’Education nationale, en pointe les failles, et dénonce leur aggravation par des réformes qui contribuent à la dégrader plus encore et l’éloignent de sa fonction première : éduquer des citoyens. *Illustration par* ***Fedetlib***

**Mélancolie du désastre annoncé.** Ce joli texte, paru dans Le fil des communs, exprime par la plume de **Clémentine Autain** la mélancolie, que beaucoup partagent, devant la situation du pays. Mélancolie, nous dit-elle, qui ne doit pas conduire au renoncement. *Illustration glanée sur le net par* ***yatahonga.com***

La société a besoin de médiocres. Une amie portugaise nous a fait parvenir ce texte, amer et provocateur, du grand écrivain Antonio Lobo Antunes, dont l’œuvre fertile analyse notamment la déliquescence de la bourgeoisie. Un texte qui interroge, donne à réfléchir. *Traduction de João Silveirinho*

La religion, c’est perso ! Jancry, graphiste engagé et cactusien historique, réagit avec véhémence au débat sur la laïcité, et en profite pour nous proposer en illustration une de ses dernières créations, dérivable en objets divers.

**Peut-on vraiment éviter de futures hausses d’impôt pour financer les mesures d’urgence ?** Nous reprenons ici un texte proposé par le très fertile site **The Conversation**, et signé par l’universitaire **Eric Pichet**, qui énonce avec clarté les problèmes posés par les financements d’urgence et les voies envisageables de leur remboursement si l’environnement institutionnel et socio-économique ne change pas. Attention à nos portefeuilles !

Vomir, après la grande bouffe. Jacques-Robert Simon nous propose une minifresque des rapports et des luttes entre détenteurs des moyens de production et forces de travail au fil du temps. Il en tire quelques leçons et envisage avec beaucoup de circonspection un avenir qui soit plus radieux.

Une fois encore, comme dans le monde d’avant. Confinement ou pas, les débats font rage autour des prochaines élections régionales. Maintenues ou reportées ? Candidatures et alliances ? Patrice Perron, de Gwidel, il y tient toujours, en donne idée en racontant drôlatiquement ce qui, à son avis, se passe dans sa région, la Bretagne bien sur. *Illustration glanée par yatahonga.com*

**Enseigner**

*Par Yann Fiévet . Illustration par Fedetlib*

Quel beau métier professeur ! Un torrent de louanges s’est subitement abattu sur la tête de l’ensemble des enseignants de France. Ils en sont probablement tous honorés au moment où l’un des leurs est mort à cause de l’exercice inflexible de son métier. Une mort insupportable consécutive à l’acte ignoble commis par un fanatique islamiste ayant bénéficié sans aucun doute de diverses complicités grâce, notamment, au climat délétère des réseaux dits sociaux et leur rôle imbécile et nauséabond. Les déclarations officielles qui s’ensuivirent immédiatement semblent sans ambigüité : ce sont les valeurs de la République qui sont attaquées au travers de l’assassinat de Samuel Paty ; c’est parce que l’Ecole républicaine a la mission indiscutable d’enseigner ces valeurs que ce professeur d’Histoire-Géographie a tragiquement perdu sa vie. Nous allons donc renforcer cette mission, remettre les enseignants au centre de l’Ecole, etc. Cependant, il est permis de s’interroger : les louanges adressées aux professeurs aujourd’hui ne sont-elles pas comparables aux applaudissements adressés aux personnels soignants des ^hôpitaux hier ? Quand l’émotion va retomber de quelle réalité tangible sera fait le quotidien des «soldats de la laïcité» ? Et, n’y a-t-il vraiment que l’islamisme pour attaquer les valeurs de l’Ecole républicaine ?

Enseigner est incontestablement devenu difficile. Mais, l’accentuation de la difficulté d’enseigner n’est pas principalement due au manque de savoir des enseignants ou à des lacunes éventuelles dans leur maîtrise des méthodes de transmission du savoir. Ils ont étudié avant d’enseigner, continuent de le faire. Ils sont motivés. Ils aiment transmettre. Seulement voilà : le contexte dans lequel s’exerce leur «mission» a profondément changé au cours des trente dernières années. L’auditoire des professeurs est désormais pour partie influencé par la (re)montée du religieux - toutes obédiences confondues – qui relativise, souvent jusqu’à l’absurde, le discours de la raison. Les croyances sont tenaces, profondément ancrées au sein de certaines familles, entrant possiblement en conflit avec le savoir du professeur. Il faut alors à celui-ci beaucoup de patience, de tact et du temps de dialogue à consacrer aux élèves les moins enclins à entendre un discours susceptible de heurter leurs croyances. Voilà quelques années un élève de Terminale S d’un lycée de la banlieue nord de Paris fait une révélation à son prof de philo : dans un pays d’Afrique, une femme déchire un Coran dans un accès de colère et est immédiatement métamorphosée en … kangourou. Tu ne crois tout de même pas ce genre de sornettes, rétorque le professeur. C’est vrai, je vous assure, je l’ai vu sur l’Internet. Ceci n’est, bien sûr qu’une anecdote et ne concerne qu’un élève au sein d’une classe – certes scientifique – de trente-cinq élèves surfant tous néanmoins sur la Toile tous les jours. Dans certaines classes de «zones sensibles» ces anecdotes uniques font hélas florès. Le professeur doit donc désormais lutter aussi contre les «fausses nouvelles» que colportent les réseaux sociaux. Face aux croyances religieuses ouvertement affichées, aux théories complotistes, aux prises de position pseudo-scientifiques en tous genres le professeur ne peut être vraiment pertinent si son auditoire fragile est beaucoup trop nombreux. Toutes les classes ne se valent pas, certaines réclament plus d’attention que d’autres.

Ainsi, l’Institution scolaire ne saurait s’absoudre de tout reproche. Elle ne fait pas que refuser – depuis trop longtemps – de lutter contre la surcharge des classes dans les quartiers et banlieues déshérités. Dans les toutes récentes déclarations présidentielles et ministérielles il est proclamé que le rôle de l’Ecole est de former les futurs citoyens. Soit ! Pourtant, cela fait très longtemps que nombre d’enseignants dénoncent le fait que dans les orientations officielles de l’Education Nationale l’on fait la promotion de «l’apprentissage des compétences» au détriment de l’acquisition des savoirs, en accord du reste avec les directives européennes en matière éducative. La doxa scolaire depuis trente ans considère que la mission première de l’Ecole est de former les futurs bons producteurs et consommateurs dont le Marché a besoin. La formation du citoyen vient en arrière-plan. Cette inversion des valeurs innerve progressivement les programmes proposés aux élèves et auxquels les professeurs sont sommés de se soumettre. Il y a beau temps que dans les textes officiels on ne parle plus d’élèves mais d’apprenants. Il ne s’agit plus d’élever la jeunesse au-dessus de la glèbe, de l’arracher à la vulgate omniprésente mais de lui inculquer les bonnes manières qu’attend l’économie néo-libérale toute-puissante. Doit-on chercher ailleurs les raisons de l’incapacité de l’Institution à réduire les inégalités scolaires ? Elle les aggrave au contraire, les enfants des classes dominantes pouvant trouver en-dehors du cadre scolaire le savoir qui pourrait leur manquer pour garder en main les rênes de la société. La réforme du baccalauréat voulue par M. Blanquer va encore accentuer ces inégalités : dans nombre de lycées mal situés elle est d’ores-et-déjà impraticable. Là aussi de nombreux professeurs avaient mis en garde. Certains d’entre eux «étaient encore menacés de révocation au début du mois d’octobre pour s’être ouvertement opposer à cette réforme désastreuse l’an dernier.



Une dernière question alors se pose : peut-on sérieusement croire que les déclarations officielles suscitées par l’ignoble assassinat de Samuel Paty vont entraîner la nécessaire refonte de l’Ecole républicaine que lui-même probablement espérait depuis longtemps ? Attendons et nous verrons.

**Mélancolie du désastre annoncé**

*Par Clémentine Autain. Illustration glanée par yatahonga.com*

Avec le retour du confinement, notre société ne semblait pas, de prime abord, retrouver l’atmosphère de suspension du printemps dernier. L’arrêt beaucoup plus partiel de l’activité économique et l’ouverture des écoles participent de cette sensation d’entre-deux incertain. Ce qui ne change pas, c’est l’incohérence et l’impréparation des décisions du gouvernement. C’est aussi le caractère artificiel des cycles médiatiques. L’actualité semble être vidée de toute substance quand la couverture du Covid-19 devient une boucle médico-politique sans fin et sans grand débats démocratiques, reposant de moins en moins sur des informations, faute de “nouveauté”.

Dans ce climat anxiogène et morose, les glissements de terrain de notre démocratie ne font pas la Une mais sont pourtant sérieux et nombreux. Au lycée Colbert, ce sont les CRS qui contrôlent les carnets de correspondance des élèves et autorisent leur entrée. Cette triste image, caricaturale hier, semble presque anodine désormais. Les coups de matraque et de lacrymos qu’ont connu les lycéen.ne.s, la semaine d’avant, quand ils se mobilisaient pour demander un nouveau protocole sanitaire plus adapté à des classes de 35 n’ont pas davantage émus au-delà de cercles engagés. La grève dans l’éducation nationale de ce mardi ne semble pas non plus faire parler d’elle. Depuis que le conseil de défense prend les décisions, au mépris des règles constitutionnelles qui lui confèrent un rôle militaire, l’Assemblée nationale devient une chambre d’enregistrement des décisions gouvernementale. L’État de droit, les libertés individuelles et collectives, la vitalité démocratique vont-ils bientôt devenir de vieux souvenirs ? Le glissement autoritaire de notre régime politique, s’il n’est pas au cœur du débat public, est un fait des plus inquiétants.

Nous en sommes là. Des enfants de 10 ans sont interpellés pour “apologie de terrorisme” après avoir répété bêtement des propos qu’ils disent avoir entendus dans les médias. Trois ans de prison sont désormais envisagés pour ceux qui occuperont une université. Prison également pour celles et ceux qui filmeront des policiers. Et toujours ce sentiment que nous échappe, dans le silence, le gouvernail de nos destinées collectives. Chez les petits commerçants lâchés par un gouvernement incapable de permettre aux maigres aides d’arriver assez vite, l’incompréhension et la rancœur règnent. Pour Amazon et les grandes surfaces c’est business as usual. Face aux rois de la start-up, le dialogue est inexistant comme si le sursis imposé de nos vies sociales devait être aussi celui de nos possibilités d’agir, de s’opposer, de proposer. Quant au défi climatique, il semble avoir repris sa place au sein des préoccupations lointaines dans ce faux semblant de réalité qui nous échappe.

À gauche, et chez tous celles et ceux qui vivent cette hallucination du quotidien, le vide veut s’imposer en lieu et place de nos combats, nos espoirs, de nos vécus. Ce songe éveillé n’a pas d’avenir, le réveil sera brutal. Tenons tête à cette mélancolie contrefaite. Ils sont à bout de souffle mais rien ne nous empêchera de reprendre corps.

*Article paru dans Le fil des communs https://lefildescommuns.fr*



La société a besoin de médiocres

*Par Antonio Lobo Antunes. Traduction de João Silveirinho.*

La société a besoin de médiocres qui ne remettent pas en question les principes fondamentaux et ils sont là : ils dirigent les pays, les grandes entreprises, les ministères, etc. Je les entends parler et suis étonné qu'il n'y ait pratiquement pas un seul leader qui ne soit pas stupide, un seul discours autre qu'une liste de lieux communs. Mais ceux qui tournent autour d'eux ne sont pas mieux Nous ne connaissons même pas nos grands hommes : qui a lu Camões par exemple ? Presque personne. Qui sait quelque chose sur Afonso de Albuquerque (1)? Mais chaque jour, il y a des bavardages idiots à propos du football sur presque tous les canaux de diffusion. Parce que ce n'est pas dangereux. Parce que ça rassure.

Les programmes de télévision sont presque toujours misérables mais il est vital qu'ils soient misérables. Et nous voulons que nos enfants deviennent aussi des adultes misérables, ce qui veut dire, pour la plupart des gens, responsables. Regardez par exemple Churchill. Quand tout était normal, paisible, calme, ils ne voulaient pas de lui comme dirigeant. Dans les situations extrêmes, quand un homme courageux, lucide, clairvoyant, imaginatif était nécessaire, ils allaient le chercher. Les hommes exceptionnels ne servent qu'à des situations exceptionnelles, car ils sont les seuls capables de les résoudre. Que la situation exceptionnelle disparaisse, et nous les abandonnons.

On aime les idiots parce qu'ils ne nous remettent pas en cause. Quant aux personnes de haut niveau, la société a trouvé un moyen étonnant de les neutraliser : elle les a adoptés. Elle fit de Garrett et Camilo (2) des vicomtes, comme l'Angleterre adopta Dickens. Et aussitôt, les voila dans l'ordre, avec quelques détours qu'on leur pardonne parce qu'ils sont si bizarres, tu sais comment il est, le pauvre, mais malgré tout, il a des qualités. Nous avons peur du nouveau, du différent, de ce qui dérange la tranquillité.

La créativité a toujours été une menace énorme : alors, nous intronisons des milieux-artistes, des milieux scientifiques, des milieux-écrivains. Bien sûr, il y a ces fous comme Picasso ou Miró et il est nécessaire de les avoir dans le zoo de notre esprit, bien que nous donnions notre argent aux imbéciles opportunistes que nous appelons gestionnaires. Et bien sûr, les gestionnaires dépensent plus qu'ils ne gèrent, avec leur horrible portugais et leur compétence de vendeurs ambulants : pourquoi ? Parce qu'ils nous calment. Salazar nous calmait. De Gaulle, qu'on l’aime ou pas, inquiétait. Je ferais un seul test sur les politiciens, les administrateurs, cette engeance. Un test sur leur sens de l'humour. Citez m’en un qui en ait. Un seul. Une créature sans humour est un être horrible. Les juifs disent : les hommes parlent dieu rit. Et en lisant ce que ces gens disent, il rit certainement aux éclats.

Et puis je ne sais pas. En retour à la question de Dumas - pourquoi y a-t-il tant d'enfants intelligents et d'adultes stupides ? - je ne suis pas sûr que ce soit un problème d'éducation ni parce que les éducateurs, les pauvres, ne savent pas distinguer entre l'enseignement, l'apprentissage et l'éducation. Ma réponse à cette question est autre. Il y a beaucoup d'enfants intelligents et beaucoup d'adultes stupides parce que nous perdons beaucoup d'enfants quand ils ont commencé à grandir. Par jalousie bien sûr .Mais surtout par peur.

 *(1) Militaire, navigateur, explorateur, administrateur, diplomate, il fut l’homme clef de l’expansion portugaise en Asie au début du 16e siècle (ndt)*

*(2) Almeida Garrett et Camilo Castelo Branco, écrivains portugais emblématiques du 19e siècle.(ndt)*

La religion, c’est perso !

*Par Jancry. Illustration par lui-même*

A chaque fois que la religion sort de la sphère privée pour rentrer dans la sphère publique, c’est le bazar. Et pour peu que quelques illuminés, souvent totalement incultes, se sentent investis d’une mission divine, cela donne les horreurs que l’on voit, comme dernièrement avec le meurtre de l’enseignant. La religion chez elle, l’Etat chez lui. La religion ne se mêle pas du vivre ensemble. L’Etat n’explique pas ce qu’il faut croire ou ne pas croire. La pratique des religions se fait dans le cadre de la loi qui s’impose à tous, et notamment le principe d’égalité femme/homme que celles-ci (les religions) aiment bien parfois remettre en cause.

Parfois, on entend certains pratiquants rejeter la laïcité, qu’ils confondent souvent avec l’athéisme. Mais s’ils peuvent pratiquer leur religion, c’est justement parce que «La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l’intérêt de l’ordre public». (article 1 de la Loi de 1905 concernant la séparation des Eglises et de l’Etat). L’article 2 précise aussi que «La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte… ». Cela veut aussi dire qu’il n’y a pas de religion d’Etat et donc que donc toutes les religions peuvent être pratiquées, dans le cadre de la loi et non au dessus ou en clandestinité.

Après tant d’années de guerres de religions, que l’on nous fiche la paix avec ça et que l’on se concentre sur les véritables problèmes, comme l’inévitable changement climatique et la destruction de la nature où le covid 19 n’est qu’un petit dommage collatéral. J’ai fait ce dessin reproduit sur des objets et vêtements (1) afin de permettre à chacun-e de l’afficher, de l’affirmer : «La religion, c’est perso». (1/3 de la marge va pour soutenir la Gauche Cactus !)

*(1)<https://jancry.selfimedia.com/boutique/libertes>*



**Peut-on vraiment éviter de futures hausses d’impôt pour financer les mesures d’urgence ?**

*Par Eric Pichet*

Pour répondre au défi sanitaire de la Covid-19 et à l’effondrement historique de l’économie française attendu en 2020 (environ 10 %) le président de la République Emmanuel Macron avait usé en mars dernier d’une métaphore martiale, en promettant de mener la guerre contre le virus « quoi qu’il en coûte ». Des mesures de soutien budgétaires d’inspiration keynésienne inédites en temps de paix ont donc été prises dans un nombre record de six lois de finances publiques en 2020 (outre la loi de finances pour 2021 en cours d’examen, des lois de finances rectificatives, dont la quatrième, qui prévoit une ensemble de nouvelles mesures pour un montant de 20 milliards d'euros et qui a été adoptée le 4 novembre en conseil des ministres, ainsi qu'une loi de financement de la Sécurité sociale pour 2021), pour éviter de transformer la récession en une profonde dépression.

40 000 euros par Français

Ce faisant, l’État a joué un rôle d’assureur en dernier ressort, comme le souligne la Cour des comptes, aux côtés de la Banque centrale européenne (BCE) dans son rôle de prêteur en dernier ressort à l’économie. Ces mesures ont été unanimement jugées nécessaires, y compris par le très orthodoxe Fonds monétaire international (FMI) qui a délivré un satisfecit remarqué le 2 novembre 2020 en précisant «qu’il est légitime de continuer à fournir un effort budgétaire fort et souple». Ce soutien budgétaire massif se traduira sans doute par un déficit public exceptionnel (-11 %) et un niveau de dette qui augmentera de 270 milliards d’euros en 2020 pour s’établir à 120 points de PIB fin 2020, soit l’équivalent de 40 000 euros par Français, un niveau inconnu en temps de paix.

Cette progression historique de 20 points de PIB est d’ailleurs dans la moyenne des pays riches qui partaient globalement de plus bas. Ainsi, l’Allemagne passerait de 60 à 77 % de son PIB et la zone euro de 84 à 105 %, seuls feront pire l’Espagne, de 96 à 124 %, l’Italie, de 134 à 166 % et surtout les États-Unis avec une dérive encore plus spectaculaire de 109 à 141 % du PIB.

Comment se débarrasser de la dette ?

On relève historiquement cinq grands moyens de réduire la dette publique : le défaut, l’inflation, la hausse des impôts, la baisse des dépenses ou la croissance. L’hypothèse du défaut n’est pas envisageable dans un pays qui ne l’a pas pratiqué depuis 1797 et qui veut préserver sa crédibilité financière. Quant à l’inflation, à moins de sortir de l’euro – ce que presque aucun responsable ne préconise désormais en France –, la BCE a pour mission de veiller à ce qu’elle reste autour de 2 %. En outre, l’article 123 du traité de l’Union européenne prohibant toute monétisation de dette publique, seule une modification du Traité (qui nécessite l’unanimité des États membres) pourrait autoriser la BCE à annuler la dette publique qu’elle a achetée, ce que les frugaux de la zone euro (Pays-Bas, Autriche et Finlande) et surtout l’Allemagne ne semblent pas prêts d’accepter.

Pour éviter de casser la croissance, l’exécutif a soigneusement évité toute hausse d’impôts. Quant aux réformes de la sphère publique promises par Emmanuel Macron, qui seules permettraient une baisse des dépenses, elles restent actuellement au point mort. Dans ces conditions, le ministre de l’Économie, Bruno Le Maire, tente de rehausser le potentiel de croissance de l’économie à long terme via une baisse massive des impôts de production, à hauteur de 20 milliards d’euros.

Discrètes hausses pour les ménages

Ces mesures en faveur de la croissance se doublent d’une subtile ingénierie de la dette publique. Bruno Le Maire avait ainsi affirmé devant les députés, en juin dernier : «Cette dette Covid, nous devrons la rembourser. Nous la rembourserons par la croissance, pas par les impôts. Nous la rembourserons en la cantonnant et en la séparant des 100 points de dette initiale.» L’amortissement de cette dette Covid s’effectuerait alors après 2033, une fois remboursée la dette sociale, et, «par exemple, jusqu’en 2042», a même précisé le ministre de l’Économie. Ainsi, les déficits cumulés de la Sécurité sociale (la dette de l’Acoss) de 31 milliards d’euros au 31 décembre 2019, des déficits sociaux estimés entre 2020 et 2023 à 92 milliards d’euros, ainsi que des 13 milliards destinés à l’investissement dans les hôpitaux représentent un total de 136 milliards d’euros qui a été repris par la Caisse d’amortissement de la dette sociale (Cades), cette dernière repoussant simplement sa date théorique d’extinction de 2024 à fin 2033.

Dans le même esprit, l’exécutif cherche à cantonner la dette étatique directement liée à la crise sanitaire (soit environ 150 milliards), suivant en cela l’exemple de nos voisins allemands (118 milliards à amortir outre-Rhin entre 2023 et 2042), comme l’avait souligné Bercy avant l’été. La dette publique redescendrait ainsi progressivement autour de 100 % du PIB… Cette solution, rendue possible par des taux d’émission négatifs, permettrait surtout d’éviter l’annonce d’une hausse d’impôt. Pourtant cette hausse est déjà bien réelle : elle a pris la forme discrète d’une prorogation de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS). Ce prélèvement mensuel sur la feuille de paie des salariés a été prorogé jusqu’en 2033 alors qu’il devait disparaître en 2024, tout comme la Cades qui elle devrait être maintenue jusqu’en… 2042.

Si la fiscalité a baissé pour les entreprises, elle a déjà augmenté pour les ménages sous la forme de la prorogation de la CRDS pour les salariés. Depuis l’apparition du virus, les Français ont massivement épargné. D’abord forcée pendant le premier confinement du printemps, cette épargne des ménages est depuis devenue épargne de précaution, non seulement par peur de l’avenir mais sans doute également en anticipation d’inévitables hausses d’impôts…Un comportement qui confirmerait le théorème de Ricardo qui posait l’équivalence entre l’augmentation de la dette publique aujourd’hui et l’augmentation des impôts requise demain pour le remboursement de cette dette et le paiement des intérêts.

*Article paru dans https://theconversation.com. Eric Pichet est professeur à la Kedge Business School*

**Vomir, après la grande bouffe**

*Par Jacques-Robert Simon*

Il y a lieu urgemment de changer non pas de sources d’énergie, de mode de vie, de stratégie politique, mais de civilisation. Les objectifs écologiques sont clairement ciblés, il faut encore qu’on puisse les atteindre. Il ne sera possible de le faire qu’en se débarrassant de tout ce qui a fourni l’ossature de notre société actuelle. La richesse peut se mesurer par le nombre d’humains que l’on maintient sous sa coupe. La coercition, un sacré, des savoirs, des traditions peuvent servir pour ce faire. L’objectif essentiel de tout dirigeant c’est d’assurer la cohésion de ses troupes et d’éviter tout désordre en leurs seins. Un nouveau moyen est apparu progressivement avec la Révolution industrielle : la mise sur pied de *la Grande Bouffe*.

La vie quotidienne du peuple au XIXe siècle était terrifiante de dureté : *‘sans être allée à l’école, à huit ans, elle épluchait le coton. Mariée à 18 ans, elle laisse chaque matin sa petite fille aux soins d’une vieille voisine… Quatre heures du matin : c’est le lever, dans une demi-heure c’est le travail à la filature, de cinq heures du matin à huit heures du soir, 6 jours par semaine, trois cents jours par an. L’ouvrière surveille trois cents broches, ne soufflant que lorsqu’une escouade d’enfants se précipite pour démonter les bobines.’* Dans ce cadre, Frederick Taylor (1856 - 1915) posa les premiers jalons d’une organisation scientifique du travail grâce à une division extrême des tâches. L’ouvrier n’est payé que pour exécuter des gestes simples, répétitifs, chronométrés pour déterminer les performances. Le travail intellectuel est enlevé de l’atelier pour se concentrer exclusivement dans les ‘bureaux’. Les conséquences ‘mécaniques’ de cette division du travail avait été prédite dès 1776 par Adam Smith : « *Un homme qui passe toute sa vie à remplir un petit nombre d'opérations simples,… devient en général aussi stupide et aussi ignorant qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir.*»

Henry Ford (1863-1947) compléta l’édifice en 1908 à l'occasion de la production d'un nouveau modèle de voiture, la Ford T. Les forts gains de productivité obtenus contribuèrent à une forte croissance économique. Les salaires des ouvriers sont associés à cette progression: les ouvriers avaient le pouvoir d’achat nécessaire pour acheter les voitures qu'ils avaient eux-mêmes produites. Chacun y trouvait donc normalement son compte. En France, entre 1800 et 1850 l’amélioration du niveau de vie des ouvriers n’est toutefois pas significative ; par contre ensuite, celui-ci s’améliorera considérablement. L’acceptation de la pyramide hiérarchique grâce au bien-être puis à une consommation sans nécessité se mit en place au détriment de l’autonomie des travailleurs.

Un même modèle basé sur la division du travail a été adopté à l’échelle mondiale à partir de la seconde moitié du XXe siècle avec cependant une différence notable : les décideurs (les investisseurs) sont disjoints nationalement, culturellement, religieusement, ‘racialement’ des exécutants et aucun lien affectif de solidarité ne peut être attendu raisonnablement d’eux alors que, quoique ténu, quoique fugace, un tel lien pouvait être envisagé lorsque les uns comme les autres se reconnaissaient dans une même nation, une même culture, une même religion.

En dehors d’une nouvelle organisation du travail, le XIX et le XXe siècle se caractérisent aussi par l’utilisation de plus en plus massive des énergies fossiles afin de mouvoir les innombrables machines mises au point par les scientifiques, les ingénieurs, les entrepreneurs. Il a été constaté empiriquement que la quantité de richesse produite par un pays (mesurée par son PIB) est strictement proportionnelle au volume total des émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion des énergies fossiles. Il est donc certain que le (très relatif) bien-être des personnes ne vivant que grâce à leur travail dépend très largement de la possibilité d’utiliser le charbon, le pétrole ou le gaz puisés dans la Nature. Pour preuve, la concentration de CO2 dans l’atmosphère commence à augmenter d’une façon importante à partir de 1850 !

La raréfaction (inévitable à terme) des énergies fossiles et de beaucoup des matières premières remet donc en cause toute l’organisation sociale, économique et industrielle de nos sociétés. Cette analyse relativement simple à faire, bien que rarement exposée, a bien entendu déjà été faite par l’ensemble des dirigeants du monde entier : ils connaissent le problème et les solutions mais pas les méthodes qui amoindriraient la douleur de l’indispensable transition.

L’une des solutions mise sur le rêve. Puisqu’il est impossible de fournir aux consommateurs tout ce qu’ils souhaitent consommer, il va être engendrée une réalité virtuelle : des paysages plus vrais que nature, des sensations plus vibrantes que celles que l’on connaît, des amis à foison hors de portée d’une vie cloitrée dans un coin de banlieue sinistrée, des avis que l’on porte sur tout et à tout propos sauf sur les sujets essentiels qui sont cornaqués par une infime minorité. Dans le même temps on organise la lutte de tous contre tous pour dégager prétendument une élite, plus sûrement pour que les sans grade se neutralisent les uns les autres. Pour parfaire la maîtrise des foules, une infantilisation de tous les instants, une exacerbation des émotions, des humeurs, permettent de mettre sous le boisseau la raison, la rationalité, le savoir (vrai) et même la vérité. Selon cette approche la dichotomie entre ceux qui décident et ceux qui exécutent est maintenue voire augmentée par rapport aux temps anciens. Les processus de domination ancestraux persistent, s’accentuent, car les moyens numériques permettent de trouver et de contrer les rebelles ou ceux qui pourraient le devenir.

Une alternative consiste à briser le rapport de domination entre ‘intellectuels’ et ‘manuels’, entre décideurs et œuvriers, entre les uns et les autres. Pour ce faire, il faut sortir de la division du travail qui engendre *per se* une déculturation des masses populaires, la transformation des travailleurs en *«untermenschen»*, qui scinde la société entre ceux qui savent et ceux qui obéissent sans espoir de passer de l’une à l’autre des catégories.

L’artisan possède ses outils de production et peut disposer de ses produits. En 1900, la population active était encore composée pour un tiers par les artisans, des petits commerçants, des petits patrons et des professions libérales. Ensuite, le salariat a rapidement augmenté pour atteindre plus de 90% de la population française aujourd'hui. Le manque programmé de sources d’énergie, l’énergie d’origine solaire ne pouvant pas remplacer l’ensemble des énergies fossiles, impose de revenir à une autonomie aussi grande que possible des individus et donc le retour de l’artisanat sous des formes anciennes ou nouvelles grâce à Internet.

Mais la lutte n’est pas seulement celle qui permet de trouver les moyens les plus intelligents pour affronter un défi sociétal et environnemental. Les Etats-Unis n’ont pas renoncé à dominer la planète *«La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l’Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui… ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C’est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort»,* disait François Mitterrand à l’issue de son second mandat. Et il est loin d’être évident que les solutions qui conviennent pour tous soient celles retenues par les seuls Etats-Unis si elles remettent en cause son leadership. Le pape François distingue clairement les enjeux : *«Qui gouverne alors ? L’argent. Comment gouverne-t-il ? Avec le fouet de la peur, de l’inégalité, de la violence économique, sociale, culturelle et militaire qui engendre toujours plus de violence dans une spirale toujours plus grande qui ne semble jamais finir…Ce système est terroriste».* (ndlr : restons dans les François : François Hollande affirmait : *«Mon ennemi, c’est la finance ».* LOL ou MDR, comme ils disent sur twitter)

Une fois encore, comme dans le monde d’avant

*Par Patrice Perron (de Gwidel da Breizh) ; Illustration glanée par yatahonga.com*

Décidément, les politiciens sont incorrigibles. Alors que nous sommes submergés par les armées de corona virus, les politiciens, et pas seulement les hexagonaux, pensent déjà aux élections régionales et départementales. J’entends bien le chœur des vierges effarouchées et bien pensantes qui me disent : tu fais du mauvais esprit, ils anticipent ! Effectivement, pour anticiper, ils anticipent : doit-on annuler ou maintenir les élections régionales qui doivent se tenir en mars prochain ? Telle est la question qui se chuchote dans les états-majors du Bro C’Hall, vous savez, le territoire se situant à l’Est de la Bretagne. *- Tu exagères, c’est uniquement pour des raisons sanitaires. - Ben voyons !*

Il est vrai que tel que c’est parti, le mandat que semble vouloir exercer le corona virus, risque de durer plus longtemps que les 5 ans du mandat régional. Mais pour l’instant, nous assistons à une réplique du tremblement de terre du premier tour des élections municipales : il y a ceux qui veulent reporter et ceux qui veulent maintenir. *- Pourquoi ? - Parce qu’il y a plein d’enjeux dans ces élections avec, en arrière-plan ultra visible, la perspective de l’élection présidentielle. - Oh ! Tu vois le mal partout.- Tu verras.*

A bien y regarder, la situation est simple. L’alibi sanitaire du corona virus qui continuerait à nous pourrir la vie, pourrait s’avérer utile à Jupiter, en toute bonne foi. *- Pourquoi ? - Réfléchis un minimum, si tu peux.* Dans les élections intermédiaires, le pouvoir en place, en général, prend une raclée plus ou moins nette. Le mouvement présidentiel en marche a plutôt fait du surplace aux municipales, et, raté la marche, si ce n’est l’escalier, aux sénatoriales. La REM n’arrive pas à s’incruster dans le paysage local, que de toute façon il n’aime pas et méprise. Le jeune président ne tient pas à prendre une autre fessée aux régionales et aux départementales, à deux ans des présidentielles. Donc, un petit report pourrait lui convenir, surtout si la crise sanitaire se guérit pile poil un an avant son échéance personnelle de réélection. Cela donnerait du tonus à sa campagne en même temps que le chômage diminuerait grâce à la reprise de l’activité. Bon plan pour profiter d’un possible regain de confiance en lui, et d’une remontée dans les sondages …

D’ailleurs, pour tenter de gagner la région administrative de Bretagne, Jupiter pourrait souhaiter nous réexpédier Jean-Yves Le Drian. *- Mais avec quelle étiquette ? - S’imagine-t-il se présenter avec l’étiquette LaREM, contre ses anciens colistiers socialistes ? - J’imagine mal qu’il puisse être tête de liste … socialiste !* Espérons que l’ancien député-maire de Lorient ne se trompe pas de cible, ou qu’il ne fera pas le combat de trop.

La gauche, non plus, ne voit pas arriver les élections avec un optimisme délirant. Les élus socialistes, qui tiennent encore quelques conseils régionaux, comme la Bretagne, aimeraient sans doute rester encore un peu en place, car leur parti est porté disparu. *- Même Jacques Pradel ne l’a pas retrouvé ? - Non, malgré d’intenses recherches.* Bien sûr, les alliances avec les autres partis de gauche ont assez bien marché dans les urnes, donc certains imaginent déjà d’autres succès. Pourtant, en observant ici ou là, au hasard à Rennes, on voit bien que s’allier avec les écolos politiques, rapporte pas mal d’ennuis aux élus socialistes. Vous souvenez du coup du refus du départ du Tour de France à Rennes. Ces majorités-là voleront en éclats à chaque grande décision.

Au sein de la gauche, le parti LFI fait figure de trublion. Son leader absolu, en quittant le PS, n’avait qu’un objectif : le flinguer. Mission accomplie ! crient, en un chœur émouvant, les adeptes du premier cercle. Mais, même en étant un orateur hors pair, convaincre les électeurs quand on parle riche à des gens pauvres, relève du défi insurmontable. LFI pourrait vouloir le maintien, car n’ayant que très peu d’élus, il pourrait s’appuyer sur le mécontentement actuel et la peur du lendemain de son électorat, pour grappiller quelques sièges. Mais le résultat aux Européennes n’ayant pas été terrible, le doute pourrait pousser LFI à l’attentisme. D’autre part, conquérir une région tient encore de l’utopie. En tout cas, pas seul. Mais le problème majeur de ce parti, reste de devenir un parti de gouvernement, quand le leader est plus dans l’opposition systématique que dans un réel projet commun avec les autres partis de gauche. Pourtant, il a proclamé être favorable à l’union, mais tout le monde a compris la même chose entre les lignes : *- A condition que ce soit moi le chef !* Du coup, tout espoir d’union à gauche est mort et enterré. Ce qui, débarrasse Jupiter d’un concurrent à gauche, et lui ouvre une voix royale pour n’avoir à affronter, réellement, que la candidate du RN.

Finalement, il n’y a que la droite classique et la droite extrême qui ont vraiment intérêt à maintenir les élections. Le parti Républicain, s’en est relativement bien sorti aux municipales et aux sénatoriales et sur cette lancée due à son ancrage local, il se voit bien faire la nique à tout le monde en profitant du mécontentement actuel de la population à l’encontre du pouvoir en place. Quant au RN, même s’il possède des élus nombreux, il ne dirige aucun Conseil Régional. Lui aussi a tout intérêt à ce que le scrutin soit maintenu, afin d’essayer d’augmenter son emprise dans certaines régions, sachant que le vieux slogan du barrage républicain est désormais désuet et obsolète. Les triangulaires pourraient être plus nombreuses et leur issue plus incertaine.

Nous risquons donc d’assister à un drôle de débat préparatoire. Vacciné par le mauvais résultat des municipales, Jupiter ne veut pas prendre le risque de décider seul, alors que c’est pourtant son habitude. En proposant de discuter avec les chefs de partis, il va chercher à les mouiller, en les impliquant dans la décision. Et à leur faire porter le chapeau, en cas d’échec : vous voyez, eux aussi ils étaient d’accord avec moi. Bien vu ! Car, dans cette prochaine et probable mascarade pseudo démocratique, la décision, de maintenir ou de reporter les élections, n’aura rien à voir avec l’état sanitaire du moment. Ce sera juste pour servir des intérêts politiques personnels ou de partis, de pouvoir, et parfois simplement de carrière.

Quant à la Bretagne, outre l’éventuelle présence de Jean-Yves Le Drian, aurons-nous une liste vraiment régionale (comme cela se murmure) autour de quelques personnalités crédibles et connues, (Christian Troadec, Paul Molac et autres militants …) susceptible d’atteindre les 5% permettant d’obtenir au moins un siège. La Bretagne parlant du point de vue de la Bretagne doit être représentée au Conseil Régional. Ras le bol de n’avoir que des candidats adoubés par les états-majors des partis parisianistes. Pour ma part, je souhaite ne plus voir l’habituel et ridicule éparpillement des voix régionalistes sur 4 ou 5 candidats qui rentrent chez eux la queue entre les jambes, avec 0,2 % des suffrages exprimés. La Bretagne mérite mieux*.- Mais, au fait, pourquoi pas un référendum sur le sujet, puisque la question est simple et univoque : maintien ou report ? Juste deux bulletins sur la table, donc un choix facile. - Ah ! Je crains que l’on te dise que c’est trop tard. Ou que ce n’est pas possible à cause du corona virus. - La bonne excuse….*

Décidément, les politiciens sont incorrigibles. Alors que nous sommes submergés par les armées de corona virus, les politiciens, et pas seulement les hexagonaux, pensent déjà aux élections régionales et départementales. J’entends bien le chœur des vierges effarouchées et bien pensantes qui me disent : tu fais du mauvais esprit, ils anticipent ! Effectivement, pour anticiper, ils anticipent : doit-on annuler ou maintenir les élections régionales qui doivent se tenir en mars prochain ? Telle est la question qui se chuchote dans les états-majors du Bro C’Hall, vous savez, le territoire se situant à l’Est de la Bretagne. *- Tu exagères, c’est uniquement pour des raisons sanitaires. - Ben voyons !*

Il est vrai que tel que c’est parti, le mandat que semble vouloir exercer le corona virus, risque de durer plus longtemps que les 5 ans du mandat régional. Mais pour l’instant, nous assistons à une réplique du tremblement de terre du premier tour des élections municipales : il y a ceux qui veulent reporter et ceux qui veulent maintenir. *- Pourquoi ? - Parce qu’il y a plein d’enjeux dans ces élections avec, en arrière-plan ultra visible, la perspective de l’élection présidentielle. - Oh ! Tu vois le mal partout.- Tu verras.*

A bien y regarder, la situation est simple. L’alibi sanitaire du corona virus qui continuerait à nous pourrir la vie, pourrait s’avérer utile à Jupiter, en toute bonne foi. *- Pourquoi ? - Réfléchis un minimum, si tu peux.* Dans les élections intermédiaires, le pouvoir en place, en général, prend une raclée plus ou moins nette. Le mouvement présidentiel en marche a plutôt fait du surplace aux municipales, et, raté la marche, si ce n’est l’escalier, aux sénatoriales. LaREM n’arrive pas à s’incruster dans le paysage local, que de toute façon il n’aime pas et méprise. Le jeune président ne tient pas à prendre une autre fessée aux régionales et aux départementales, à deux ans des présidentielles. Donc, un petit report pourrait lui convenir, surtout si la crise sanitaire se guérit pile poil un an avant son échéance personnelle de réélection. Cela donnerait du tonus à sa campagne en même temps que le chômage diminuerait grâce à la reprise de l’activité. Bon plan pour profiter d’un possible regain de confiance en lui, et d’une remontée dans les sondages …

D’ailleurs, pour tenter de gagner la région administrative de Bretagne, Jupiter pourrait souhaiter nous réexpédier Jean-Yves Le Drian. *- Mais avec quelle étiquette ? - S’imagine-t-il se présenter avec l’étiquette LaREM, contre ses anciens colistiers socialistes ? - J’imagine mal qu’il puisse être tête de liste … socialiste !* Espérons que l’ancien député-maire de Lorient ne se trompe pas de cible, ou qu’il ne fera pas le combat de trop.

La gauche, non plus, ne voit pas arriver les élections avec un optimisme délirant. Les élus socialistes, qui tiennent encore quelques conseils régionaux, comme la Bretagne, aimeraient sans doute rester encore un peu en place, car leur parti est porté disparu. *- Même Jacques Pradel ne l’a pas retrouvé ? - Non, malgré d’intenses recherches.* Bien sûr, les alliances avec les autres partis de gauche ont assez bien marché dans les urnes, donc certains imaginent déjà d’autres succès. Pourtant, en observant ici ou là, au hasard à Rennes, on voit bien que s’allier avec les écolos politiques, rapporte pas mal d’ennuis aux élus socialistes. Vous souvenez du coup du refus du départ du Tour de France à Rennes. Ces majorités-là voleront en éclats à chaque grande décision.

Au sein de la gauche, le parti LFI fait figure de trublion. Son leader absolu, en quittant le PS, n’avait qu’un objectif : le flinguer. Mission accomplie ! crient, en un chœur émouvant, les adeptes du premier cercle. Mais, même en étant un orateur hors pair, convaincre les électeurs quand on parle riche à des gens pauvres, relève du défi insurmontable. LFI pourrait vouloir le maintien, car n’ayant que très peu d’élus, il pourrait s’appuyer sur le mécontentement actuel et la peur du lendemain de son électorat, pour grappiller quelques sièges. Mais le résultat aux Européennes n’ayant pas été terrible, le doute pourrait pousser LFI à l’attentisme. D’autre part, conquérir une région tient encore de l’utopie. En tout cas, pas seul. Mais le problème majeur de ce parti, reste de devenir un parti de gouvernement, quand le leader est plus dans l’opposition systématique que dans un réel projet commun avec les autres partis de gauche. Pourtant, il a proclamé être favorable à l’union, mais tout le monde a compris la même chose entre les lignes : *- A condition que ce soit moi le chef !* Du coup, tout espoir d’union à gauche est mort et enterré. Ce qui, débarrasse Jupiter d’un concurrent à gauche, et lui ouvre une voix royale pour n’avoir à affronter, réellement, que la candidate du RN.

Finalement, il n’y a que la droite classique et la droite extrême qui ont vraiment intérêt à maintenir les élections. Le parti Républicain, s’en est relativement bien sorti aux municipales et aux sénatoriales et sur cette lancée due à son ancrage local, il se voit bien faire la nique à tout le monde en profitant du mécontentement actuel de la population à l’encontre du pouvoir en place. Quant au RN, même s’il possède des élus nombreux, il ne dirige aucun Conseil Régional. Lui aussi a tout intérêt à ce que le scrutin soit maintenu, afin d’essayer d’augmenter son emprise dans certaines régions, sachant que le vieux slogan du barrage républicain est désormais désuet et obsolète. Les triangulaires pourraient être plus nombreuses et leur issue plus incertaine.

Nous risquons donc d’assister à un drôle de débat préparatoire. Vacciné par le mauvais résultat des municipales, Jupiter ne veut pas prendre le risque de décider seul, alors que c’est pourtant son habitude. En proposant de discuter avec les chefs de partis, il va chercher à les mouiller, en les impliquant dans la décision. Et à leur faire porter le chapeau, en cas d’échec : vous voyez, eux aussi ils étaient d’accord avec moi. Bien vu ! Car, dans cette prochaine et probable mascarade pseudo démocratique, la décision, de maintenir ou de reporter les élections, n’aura rien à voir avec l’état sanitaire du moment. Ce sera juste pour servir des intérêts politiques personnels ou de partis, de pouvoir, et parfois simplement de carrière.

Quant à la Bretagne, outre l’éventuelle présence de Jean-Yves Le Drian, aurons-nous une liste vraiment régionale (comme cela se murmure) autour de quelques personnalités crédibles et connues, (Christian Troadec, Paul Molac et autres militants …) susceptible d’atteindre les 5% permettant d’obtenir au moins un siège. La Bretagne parlant du point de vue de la Bretagne doit être représentée au Conseil Régional. Ras le bol de n’avoir que des candidats adoubés par les états-majors des partis parisianistes. Pour ma part, je souhaite ne plus voir l’habituel et ridicule éparpillement des voix régionalistes sur 4 ou 5 candidats qui rentrent chez eux la queue entre les jambes, avec 0,2 % des suffrages exprimés. La Bretagne mérite mieux*.- Mais, au fait, pourquoi pas un référendum sur le sujet, puisque la question est simple et univoque : maintien ou report ? Juste deux bulletins sur la table, donc un choix facile. - Ah ! Je crains que l’on te dise que c’est trop tard. Ou que ce n’est pas possible à cause du corona virus. - La bonne excuse….*

Décidément, les politiciens sont incorrigibles. Alors que nous sommes submergés par les armées de corona virus, les politiciens, et pas seulement les hexagonaux, pensent déjà aux élections régionales et départementales. J’entends bien le chœur des vierges effarouchées et bien pensantes qui me disent : tu fais du mauvais esprit, ils anticipent ! Effectivement, pour anticiper, ils anticipent : doit-on annuler ou maintenir les élections régionales qui doivent se tenir en mars prochain ? Telle est la question qui se chuchote dans les états-majors du Bro C’Hall, vous savez, le territoire se situant à l’Est de la Bretagne. *- Tu exagères, c’est uniquement pour des raisons sanitaires. - Ben voyons !*

Il est vrai que tel que c’est parti, le mandat que semble vouloir exercer le corona virus, risque de durer plus longtemps que les 5 ans du mandat régional. Mais pour l’instant, nous assistons à une réplique du tremblement de terre du premier tour des élections municipales : il y a ceux qui veulent reporter et ceux qui veulent maintenir. *- Pourquoi ? - Parce qu’il y a plein d’enjeux dans ces élections avec, en arrière-plan ultra visible, la perspective de l’élection présidentielle. - Oh ! Tu vois le mal partout.- Tu verras.*

A bien y regarder, la situation est simple. L’alibi sanitaire du corona virus qui continuerait à nous pourrir la vie, pourrait s’avérer utile à Jupiter, en toute bonne foi. *- Pourquoi ? - Réfléchis un minimum, si tu peux.* Dans les élections intermédiaires, le pouvoir en place, en général, prend une raclée plus ou moins nette. Le mouvement présidentiel en marche a plutôt fait du surplace aux municipales, et, raté la marche, si ce n’est l’escalier, aux sénatoriales. La REM n’arrive pas à s’incruster dans le paysage local, que de toute façon il n’aime pas et méprise. Le jeune président ne tient pas à prendre une autre fessée aux régionales et aux départementales, à deux ans des présidentielles. Donc, un petit report pourrait lui convenir, surtout si la crise sanitaire se guérit pile poil un an avant son échéance personnelle de réélection. Cela donnerait du tonus à sa campagne en même temps que le chômage diminuerait grâce à la reprise de l’activité. Bon plan pour profiter d’un possible regain de confiance en lui, et d’une remontée dans les sondages …

D’ailleurs, pour tenter de gagner la région administrative de Bretagne, Jupiter pourrait souhaiter nous réexpédier Jean-Yves Le Drian. *- Mais avec quelle étiquette ? - S’imagine-t-il se présenter avec l’étiquette LaREM, contre ses anciens colistiers socialistes ? - J’imagine mal qu’il puisse être tête de liste … socialiste !* Espérons que l’ancien député-maire de Lorient ne se trompe pas de cible, ou qu’il ne fera pas le combat de trop.

La gauche, non plus, ne voit pas arriver les élections avec un optimisme délirant. Les élus socialistes, qui tiennent encore quelques conseils régionaux, comme la Bretagne, aimeraient sans doute rester encore un peu en place, car leur parti est porté disparu. *- Même Jacques Pradel ne l’a pas retrouvé ? - Non, malgré d’intenses recherches.* Bien sûr, les alliances avec les autres partis de gauche ont assez bien marché dans les urnes, donc certains imaginent déjà d’autres succès. Pourtant, en observant ici ou là, au hasard à Rennes, on voit bien que s’allier avec les écolos politiques, rapporte pas mal d’ennuis aux élus socialistes. Vous souvenez du coup du refus du départ du Tour de France à Rennes. Ces majorités-là voleront en éclats à chaque grande décision.

Au sein de la gauche, le parti LFI fait figure de trublion. Son leader absolu, en quittant le PS, n’avait qu’un objectif : le flinguer. Mission accomplie ! crient, en un chœur émouvant, les adeptes du premier cercle. Mais, même en étant un orateur hors pair, convaincre les électeurs quand on parle riche à des gens pauvres, relève du défi insurmontable. LFI pourrait vouloir le maintien, car n’ayant que très peu d’élus, il pourrait s’appuyer sur le mécontentement actuel et la peur du lendemain de son électorat, pour grappiller quelques sièges. Mais le résultat aux Européennes n’ayant pas été terrible, le doute pourrait pousser LFI à l’attentisme. D’autre part, conquérir une région tient encore de l’utopie. En tout cas, pas seul. Mais le problème majeur de ce parti, reste de devenir un parti de gouvernement, quand le leader est plus dans l’opposition systématique que dans un réel projet commun avec les autres partis de gauche. Pourtant, il a proclamé être favorable à l’union, mais tout le monde a compris la même chose entre les lignes : *- A condition que ce soit moi le chef !* Du coup, tout espoir d’union à gauche est mort et enterré. Ce qui, débarrasse Jupiter d’un concurrent à gauche, et lui ouvre une voix royale pour n’avoir à affronter, réellement, que la candidate du RN.

Finalement, il n’y a que la droite classique et la droite extrême qui ont vraiment intérêt à maintenir les élections. Le parti Républicain, s’en est relativement bien sorti aux municipales et aux sénatoriales et sur cette lancée due à son ancrage local, il se voit bien faire la nique à tout le monde en profitant du mécontentement actuel de la population à l’encontre du pouvoir en place. Quant au RN, même s’il possède des élus nombreux, il ne dirige aucun Conseil Régional. Lui aussi a tout intérêt à ce que le scrutin soit maintenu, afin d’essayer d’augmenter son emprise dans certaines régions, sachant que le vieux slogan du barrage républicain est désormais désuet et obsolète. Les triangulaires pourraient être plus nombreuses et leur issue plus incertaine.

Nous risquons donc d’assister à un drôle de débat préparatoire. Vacciné par le mauvais résultat des municipales, Jupiter ne veut pas prendre le risque de décider seul, alors que c’est pourtant son habitude. En proposant de discuter avec les chefs de partis, il va chercher à les mouiller, en les impliquant dans la décision. Et à leur faire porter le chapeau, en cas d’échec : vous voyez, eux aussi ils étaient d’accord avec moi. Bien vu ! Car, dans cette prochaine et probable mascarade pseudo démocratique, la décision, de maintenir ou de reporter les élections, n’aura rien à voir avec l’état sanitaire du moment. Ce sera juste pour servir des intérêts politiques personnels ou de partis, de pouvoir, et parfois simplement de carrière.

Quant à la Bretagne, outre l’éventuelle présence de Jean-Yves Le Drian, aurons-nous une liste vraiment régionale (comme cela se murmure) autour de quelques personnalités crédibles et connues, (Christian Troadec, Paul Molac et autres militants …) susceptible d’atteindre les 5% permettant d’obtenir au moins un siège. La Bretagne parlant du point de vue de la Bretagne doit être représentée au Conseil Régional. Ras le bol de n’avoir que des candidats adoubés par les états-majors des partis parisianistes. Pour ma part, je souhaite ne plus voir l’habituel et ridicule éparpillement des voix régionalistes sur 4 ou 5 candidats qui rentrent chez eux la queue entre les jambes, avec 0,2 % des suffrages exprimés. La Bretagne mérite mieux*.- Mais, au fait, pourquoi pas un référendum sur le sujet, puisque la question est simple et univoque : maintien ou report ? Juste deux bulletins sur la table, donc un choix facile. - Ah ! Je crains que l’on te dise que c’est trop tard. Ou que ce n’est pas possible à cause du corona virus. - La bonne excuse….*



La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Elles/ils écrivent/dessinent dans La Gauche Cactus :

David Hassan Abassi, Ahmed Abbes, Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Fatima Benomar, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Florence Bray, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Sylvain Brouard, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Alastair Crooke, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Virginie Despentes, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Jean-Pierre Evard, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Martial Foucauld, Jean-Jacques Fouché, Jean-Christophe Frachet, Geneviève Fraisse, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Antonio Lobo Antunes, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Eric Pichet, Michel Pillier, Rui Poças, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, José Sanchez, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda\*, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Pierre Thomas, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, José Vala, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…

*\*Hélas décédé-es*

## Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :

Paul Alliès, René Assandri, Bansky, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Enguerrand Delion, Marc Dolez, Goutal, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Jancry, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Pierre Thomas, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …

## Elles/ils ont participé aux cafés-débats de la Gauche Cactus :

Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira…

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !